

A la recherche de l'économie sobre

6 novembre 2012 / [Serge Clavéro](#)



Austérité, dette et sobriété : le débat sur une nouvelle économie se poursuit après les contributions d'Alain Grandjean et Simon Charbonneau.

Deux articles récents de *Reporterre* abordent l'austérité sous l'angle d'une certaine sobriété volontaire – ou du moins en référence à cette idée :

L'austérité est-elle écologique ? Oui et non (Alain Grandjean) ;

Austérité imposée et sobriété volontaire (Simon Charbonneau).

Ces articles émanent d'un universitaire et d'un économiste. Ils posent très clairement le problème du retour à une société équilibrée et heureuse auquel la religion du développement économique laisse peu de chance d'aboutir.

Les deux textes sont empreints d'une modération et d'un réalisme qu'il faut saluer. Ma première remarque c'est qu'ils mériteraient que ce débat soit poursuivi. L'encéphalogramme plat de l'écologie « officielle » représentée (?) à l'Assemblée nationale ne doit pas masquer ce mouvement qui prend de l'ampleur : la prise de conscience de plus en plus large des contraintes liées à une planète finie.

Ce qui fait le plus défaut en ce moment aux yeux des simples citoyens qui s'intéressent à ces questions est une vision globale, la proposition d'un cadre de discussions, de synthèse et d'action – ce que les partis politiques trop englués dans les structures actuelles se montrent incapables d'organiser.

La dette

Le premier obstacle à cette réflexion est « la » dette – en réalité « les » dettes tant la constitution de ce passif et sa structure varient d'un pays à l'autre. Cet obstacle est réel. Les banques disposent, comme le rappelle très simplement Emmanuel Todd, d'un moyen de pression absolu sur les états : rien ou presque ne les empêche (graphiques à l'appui) d'étrangler tout pays qui présenterait des vellétés « alter » ou « révolutionnaires ».

De plus (pardon de corriger l'un des articles cités) cette dette ne pourra jamais être remboursée. C'est ce que prévoyait déjà dans les années 80 le philosophe Alain Badiou.

Les solutions envisagées dans ces articles me semblent justes mais la place réservée aux solutions est trop timide. Le seul levier réaliste me semble celui de la révision de l'Europe – la BCE et (surtout) l'organisation politique.

J'emploie ce terme de « politique » et non celui de « démocratique » parce que sur ce point je partage l'avis de [Jorgen Randers du Club de Rome](#) : il est trop tard pour nous en remettre à la seule démocratie.

Paradoxalement la force de l'Europe (et de la Chine) est d'une certaine façon le manque de

démocratie. J'imagine ne pas m'attirer que des partisans... mais là encore soyons réalistes : les démocraties ont fait bien moins dans ce domaine que les régulations supranationales européennes qui fonctionnent assez loin de leurs électeurs, reconnaissons-le. **Ce point peut se discuter.**

Quels projets ?

Pour revenir à la simplicité volontaire, ce concept aura du mal à s'imposer... à ceux qui n'ont que de très faibles revenus, évidemment. Alors, en effet, l'exemple pourrait venir du gouvernement. La question de Notre Dame des Landes est une parfaite illustration des choix à débattre.

Je n'ai jusqu'ici vu qu'une justification à ce projet : le développement du tourisme aérien low cost. A qui profite ce tourisme ? Certainement pas aux classes les plus démunies. Beaucoup aux retraités – comme moi – qui vivent souvent bien mieux que les jeunes en activité (notamment du fait de leur situation immobilière). Nous avons apprécié de voir les jeunes à nos côtés pour nos retraites : ne serait-il pas juste de revoir notre profil de consommation pour que ces investissements soient mieux orientés ?

La meilleure façon de le faire consiste à freiner l'offre. Sans aller à Nantes, l'aéroport de Toulouse vient d'ouvrir 18 nouvelles destinations – principalement low cost. Etait-ce l'urgence ou ne tend-on pas à renforcer l'attractivité des grandes villes et l'engouement pour des loisirs où s'engloutissent nos quotas de CO2 ?

Pour autant il conviendrait de ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Pour reprendre l'exemple de Toulouse, la géographie l'écarte des grands couloirs de communication (décentrée, loin des l'océan et de la mer, bloquée entre les Pyrénées et le Massif Central). Dans ce cas l'avion reste encore (de justesse) la meilleure solution - à moins de réduire d'une heure le temps de trajet pour rejoindre Paris par exemple. La LGV est-elle à ce point une si mauvaise idée ?

Autre exemple, les nanotechnologies. Avant de les rejeter il faut bien sûr évaluer les dangers mais aussi les formidables gains de matière première et des solutions nouvelles qu'elles représentent. Parler d'électromobilité voire de photovoltaïque sans parler des nanomatériaux devient chaque jour moins possible comme de nombreuses autres applications. Plus qu'un

débat c'est une information qui est urgente – le débat viendra après.

Mais la question est plus profonde, plus fondamentale. Peut-être faudrait-il rappeler aux hommes – riches et pauvres – que leur bonheur n'est possible que dans le développement harmonieux de notre mode d'habiter la terre. Admirer la beauté de la nature sur nos écrans plats ne suffit plus : il faudrait nous rendre acteurs de la reconquête de cet équilibre. Là encore des actions au niveau des états sont cruciales, et seraient décisives dans l'évolution des esprits.

Oui vous avez raison, la transition énergétique – sans oublier l'isolement du bâti ancien – est la nouvelle frontière incontournable.

Du ciment pour une mosaïque d'idées

Nos enfants paieront de plus en plus cher les conséquences de notre retard. Là revient la question du financement et non, chers amis, la BPI [Banque publique d'investissements] n'est pas la panacée – loin s'en faut – à supposer qu'elle ne soit pas simplement contre productive comme le redoutent les journalistes du Monde. Il faudra trouver un financement. De l'ordre de 2% du PIB sur 10 ans.

Si au lieu de nous abrutir à coups de « *règle d'or* » on mettait en place une « *règle de diamant* » à 1% de déficit au service de la transition pendant 30 ans, la question serait résolue en une génération.

Bien des économistes (dont Alain Granjean) et des ingénieurs (à commencer par Négawatt) sont d'accord avec ce type de projet – alors que pratiquement aucun parti (pas même le Front de Gauche) n'est clair sur la combinaison de ces trois champs d'action : la réforme européenne, une « *macro-sobriété* » volontaire, le débat informé sur les vrais chantiers du futur et leur financement. C'est autour de ces projets que devraient se reconstruire l'école, l'université, la recherche ... et la politique.

Quant à l'idéal démocratique, partout dans le monde nous constatons que les élections libres et la multiplication des partis n'y suffisent pas. C'est sur la reconstruction d'idéaux (voire d'idéologies en débat) que pourrait renaître une démocratie qui ne s'occuperait de gérer que les objectifs impératifs (survie de l'espèce, fin de la misère, lutte contre la corruption) et les choix démocratiques qualitatifs définis cette fois démocratiquement au sens traditionnel que nous

donnons à ce terme.

Il reste que les deux articles en référence sont des pierres essentielles dans le sens de cette reconstruction. Si *Reporterre* pouvait ajouter le ciment de ses meilleures compétences en renforçant ces axes resserrés peut-être la mobilisation indispensable pourrait-elle s'accélérer.

Source : Courriel à *Reporterre* de [La croissance autrement](#)

Photo : *Terra Eco*

Lire aussi : *Pourquoi rien ne change-t-il alors qu'on sait qu'il faut changer ?*

- Emplacement : Accueil > Tribune >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/A-la-recherche-de-l-economie-sobre>